



## Sommet social du 18 février 2009

# SARKOZY VEUT NOUS FAIRE PRENDRE DES VESSIES POUR DES PHARES D'ALEXANDRIE

### Le sommet social du 18 février a accouché d'une souris pour l'immense majorité des salariés.

En réponse aux revendications exprimées le 29 janvier et aux luttes engagées dans de nombreux secteurs ( hôpital, université, éducation, automobile ...) le Président de la République annonce dans un grand élan de générosité le déblocage de 2,6 milliards d'euros et les salariés sont bien entendu priés de dire merci au gentil Monsieur.

### A y regarder de près LA FUMISTERIE EST PATENTE.

Il suffit pour cela de se livrer au petit jeu des comparaisons. Le gouvernement et son allié patronal ( ou inversement ) nous rétorqueront que comparaison n'est pas raison. Mais jugeons sur pièces :

Annonces du sommet social du 18 février 2009 Et chiffrage des mesures.	
① <b>Indemnisation du chômage partiel</b> portée à 75 % du salaire brut contre 60 % auparavant.	
② <b>Prime forfaitaire de 500 €</b> versée en 1 seule fois aux chômeurs ayant travaillé entre 2 et 4 mois sur les 28 derniers mois	117 millions d'euros pour 234 000 bénéficiaires.
③ <b>Mesures fiscales :</b>  Pour les foyers fiscaux imposés à la première tranche, les 2 derniers acomptes d'impôt sur le revenu seront supprimés ou réduits. Mise en place d'un crédit d'impôt pour les ménages dont les revenus dépassent légèrement la 1 <sup>ère</sup> tranche.	<b>Rappel : 50 % des foyers fiscaux ( les plus modestes ) ne sont pas redevables de l'impôt sur le revenu et ne bénéficieront donc pas de la mesure.</b>  Avantage moyen de 200 € pour les ménages ( de 95 à 450 € selon les cas ).  Coût global pour l'Etat des 2 mesures : 1,1 milliards d'euros.
④ <b>Bons d'achat de services à la personne</b> pour certains foyers	200 € par foyer, coût global de 300 millions d'euros.
⑤ <b>Prime exceptionnelle de 150 €</b> aux familles bénéficiant pour les enfants de plus de 6 ans de l'allocation de rentrée scolaire.	3 millions de familles se répartiront 450 millions d'euros.
⑥ <b>Création d'un fonds d'investissement social</b> dont les ressources sont encore floues puisqu'il s'agit de consolider différentes sources de financement de l'Etat et des partenaires sociaux afin de financer le chômage partiel ( double emploi avec la première mesure ) la prime de 500 € aux précaires ( mesure n°2 ) et agrégation de mesures déjà existantes ( Aide aux chômeurs créateurs d'entreprises, dispositifs d'alternance.... )	Ce fonds présenté comme devant rassembler 2,5 à 3 milliards est en fait une agrégation de procédures déjà existantes et de quelques mesures nouvelles ( les mesures 1 et 2 ).  L'Etat n'en prendrait en charge que la moitié.
<b>TOTAL DES MESURES GOUVERNEMENTALES</b> ( chiffres de la Présidence de la république )	<b>2,6 milliards d'euros.</b>

Tournons la page et passons en revue les mesures engagées depuis l'accès de Nicolas Sarkozy à la présidence et plus récemment pour lutter contre la crise économique

Mesures	Bénéficiaires et coût de la mesure
① Paquet fiscal ( renouvelé tous les ans )	<p><b>14,7 milliards d'euros</b> dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 1,1 milliard au titre du bouclier fiscal pour les ménages les plus favorisés et de l'allègement d'impôt sur la fortune.</li> <li>➤ 6,6 milliards d'exonérations de cotisations sociales et fiscales sur les heures supplémentaires.</li> <li>2,3 milliards sur les droits de succession.</li> </ul> <p>A titre d'exemple sur la portée du bouclier fiscal annuel :</p> <p><b>1837 contribuables assujettis à l'ISF ont perçus 154 millions d'euros soit une restitution moyenne de <u>83 820 €</u></b></p> <p><b>Pour les plus riches (527 ménages) le montant moyen de la restitution s'élève à <u>243 878 €...</u></b></p>
② Exonérations de cotisations patronales sur bas salaires	De la Petite entreprise jusqu'à la multinationale du CAC 40 : <b>33 milliards annuels.</b>
③ Plan de relance de l'investissement	Sur un montant global de 26 milliards : <b>11 milliards de remboursements anticipés aux entreprises</b> ( une aide à la trésorerie ).
④ Plan de soutien bancaire	<b>22 milliards</b> d'ores et déjà débloqués sur un total de 44 + 320 milliards de garantie de l'ETAT pour les prêts interbancaires ( les prêts que les banques se font entre elles ).
⑤ Plan automobile	<b>6 milliards</b> d'euros pour les groupes Renault et PSA
⑥ Annonce de la suppression de la taxe professionnelle en 2010	<b>28 milliards annuels</b> ( près de 40 % est déjà pris en charge par l'ETAT ) . Les entreprises qui bénéficient également des services et des investissements des collectivités locales ( 73 % de l'investissement public annuel ) ne participeraient donc plus au financement des équipements et services collectifs locaux.
<p align="center"><b>Total ( que ne fournit pas la Présidence de la république ....devinez pourquoi )</b></p>	<p align="center"><b>Coût annuel : 86,7 milliards.</b></p> <p>Avec la suppression à venir de la taxe professionnelle : <b>114,7 milliards.</b></p> <p>Ajoutons à cela la garantie donnée aux banques et éventuellement mobilisable : <b>320 milliards.</b></p> <p>Sans oublier que l'on recense pour près de 70 milliards de niches fiscales et que la fraude estimée à près de 40 milliards annuels n'est pas l'apanage des ménages modestes bien au contraire.</p>

Alors si comparaison n'est pas raison il n'empêche que les chiffres sont têtus et sans équivoque.

Les réponses aux revendications exprimées massivement le 29 janvier sont proches du néant et inefficaces pour lutter contre la crise économique et sociale.

**LA MOBILISATION est donc plus que jamais nécessaire pour forcer la porte de VRAIS NEGOCIATIONS sur l'emploi, les salaires, les services publics, l'indemnisation des chômeurs, le logement.....**

**LE 19 MARS A L'APPEL DE TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES LA MOBILISATION DOIT MONTER D'UN CRAN.**